

L'ORDRE NOUVEAU

ORGANE DES SEMAINES SOCIALES
Prix: 5 sous; l'abonnement: \$1.00

Un monde s'écroule, un ordre nouveau s'élabore. Il faut que les catholiques laissent mourir ce qui doit passer et qu'ils aident à créer ce qui mérite de vivre. — LES ÉVÊQUES DE FRANCE.

CINQUIÈME ANNÉE No 4
Montréal, 20 novembre 1940

Message à nos lecteurs

L'*Ordre nouveau* est né le 5 octobre 1936. S. Em. le Cardinal-archevêque de Québec a bien voulu dès le premier numéro en souligner l'opportunité et lui souhaiter bon succès.

Que voulait-il? Travailler à l'instauration d'une société plus chrétienne, être un écho permanent des Semaines sociales dont il reprendrait et vulgariserait les enseignements annuels.

Confié au secrétariat de l'École Sociale Populaire, l'*Ordre nouveau* s'est efforcé de remplir son rôle le mieux possible. La modicité de ses ressources, le nombre restreint de ses collaborateurs ne lui permirent pas d'atteindre l'expansion qu'il désirait.

Mais sous son modeste format de quatre pages, il a pu rendre des services. Majns témoignages sont venus attester qu'il éclairait les esprits, fortifiait les convictions, démasquait les erreurs, répandait la vérité.

Conscient plus que tout autre de la faiblesse de ses moyens, l'*Ordre nouveau*, décidé à tenir tel quel tant que ce serait nécessaire, n'aspirait cependant qu'à grandir ou à céder la place à un organe plus vigoureux.

Nos lecteurs savent ou du moins soupçonnent, par quelques notes parues dans les numéros précédents, que ce dernier événement sera bientôt un fait accompli.

Un heureux concours de circonstances permet à l'École Sociale Populaire de réaliser un projet qu'elle caressait depuis longtemps, auquel elle songeait même, peut-on dire, dès sa fondation. Et il est peut-être providentiel que des obstacles en aient retardé jusqu'ici la réalisation.

Notre époque subit en effet une transformation profonde. Les esprits évoluent rapidement. Ceux d'aujourd'hui ont d'autres exigences que ceux d'hier. Il leur faut une nourriture nouvelle, et quant à la substance et quant à la façon dont elle leur est présentée. Des articles longs, figés dans des cadres mornes, en des phrases lourdes, ne seront pas goûtés. On veut des aliments substantiels et appropriés aux besoins actuels, mais sous une forme légère, agréable, variée.

L'École Sociale Populaire espère pouvoir satisfaire ces goûts modernes. Il en coûte toujours de rompre avec un passé auquel on est attaché, d'abandonner des traditions chères. Une revue qui débute aujourd'hui ne connaît pas ces sacrifices. Ils n'entraveront pas sa marche progressive.

L'*Ordre nouveau* s'efface donc. Il meurt pour renaître plus vivant, plus vigoureux, plus alerte.

Sous une autre forme et un titre neuf, il poursuivra mieux la tâche que lui avaient assignée jadis ses fondateurs. Il l'élargira même, la haussera à la taille des préoccupations et des problèmes de notre époque.

Sans doute la nouvelle revue s'intéressera comme l'*Ordre nouveau* à la question sociale. Celle-ci restera au premier plan. Mais elle n'exclura pas les autres questions: questions familiales, morales, nationales, questions d'éducation et d'action catholique, qui se posent de façon impérieuse dans notre pays. Ces questions sont intimement liées à l'ordre, à la justice, à la religion. Notre revue ne peut les ignorer.

Ainsi tout en étant d'abord une revue canadienne, faite par des Canadiens, pour des Canadiens, elle pourra en outre remplacer quelque peu par son envergure, par son attachement à la culture française, par son souci des disciplines classiques, les revues de France dont la guerre nous prive.

Mais cette initiative, surtout avec les développements prévus et qui ne devraient pas tarder, est une entreprise d'importance. Pour qu'elle réussisse, la compétence et le dévouement de ses promoteurs ne sauraient suffire. Il leur faut la collaboration du public. Et d'abord celle des lecteurs actuels de l'*Ordre nouveau*. Nous comptons qu'ils nous demeureront fidèles.

Ce serait cependant trop peu. Nous voudrions qu'ils se fassent les propagandistes de la nouvelle revue. Chacun peut nous recruter un abonné. Et plusieurs, davantage! On trouvera dans une autre colonne des détails à ce sujet. Notre confiance, nous en sommes assurés, ne sera pas déçue.

Que ce mot soit notre dernier. Confiance et aussi reconnaissance. Ils expriment bien les deux sentiments que l'*Ordre nouveau* ressent envers ses fidèles lecteurs à la veille de les quitter. Puissent ces sentiments être réciproques!

LA DIRECTION

Le prochain numéro

L'*Ordre nouveau* va terminer avec le prochain numéro, qui groupera en un seul les deux numéros du 5 et du 20 décembre, sa modeste mais fructueuse carrière de plus de quatre années. Afin d'assurer l'utilisation rapide et fréquente de la collection, la direction, à la suggestion même de nos lecteurs, en a fait préparer l'index analytique. On le trouvera dans ce dernier numéro du journal.

Journée de prières et de pénitence

De nouveau Sa Sainteté Pie XII fait appel à tous les catholiques. Les souffrances qui étreignent le monde retentissent douloureusement dans son âme de père. Que ne ferait-il pour les alléger, pour en délivrer ses fils? Aussi ne cesse-t-il d'intercéder auprès du "Père des miséricordes" pour que sa toute puissance change le cours des événements. Et afin de donner à ses supplications plus de force, le Souverain Pontife demande de nouveau à tous les hommes de s'unir à lui et de faire du 24 novembre prochain une journée de prière et de pénitence. Puissent tous répondre à cet appel émouvant.

Une heureuse nomination

La Commission des Semaines sociales du Canada se réjouit de l'honneur dont un de ses membres vient d'être l'objet. En appelant M. Léon-Mercier Gouin au sénat, le gouvernement canadien a discerné le vrai mérite, il a honoré le juriste et le sociologue, le serviteur dévoué et l'apôtre ardent de tant de nobles causes. Au nom de la Commission des Semaines sociales et de son président, dont M. Gouin fut l'élève et est devenu l'ami et le collaborateur, nous offrons au nouveau sénateur nos félicitations et nos meilleurs vœux.

Un geste à imiter

Le Syndicat catholique du Textile de Granby vient de faire un beau geste. Il a acheté deux cents exemplaires du "Petit catéchisme d'Education syndicale" du P. Arès, S.J., et les a offerts aux couvents et collèges de la ville pour être distribués gratuitement aux élèves des classes supérieures. C'est répondre au désir exprimé il y a quelques années par la Sacrée Congrégation du Concile, dans sa lettre au cardinal Liénart, réclamant l'éducation syndicale dans les écoles; c'est préparer des citoyens qui, patrons ou ouvriers, sauront se servir du syndicalisme, non pour dresser les classes l'une contre l'autre, mais au contraire pour les unir et assurer la paix sociale. Ce geste honore le Syndicat de Granby. D'autres voudront sans doute l'imiter.

L'Action catholique en France

"En avant! plus hardiment que jamais!" Tel est le mot d'ordre que les mouvements d'action catholique ont reçu de leurs chefs dans la France non occupée. Les circonstances favorisent l'activité de ces mouvements. Evêques, prêtres et laïcs travaillent ensemble à leur expansion. Les jeunes religieux eux-mêmes reçoivent une formation qui les prépare à mieux collaborer avec ces mouvements. Et l'Etat encourage et appuie ce travail de redressement moral. Deux cents chefs jocistes se réunissaient dernièrement à Vichy pour des assises importantes. Le maréchal Pétain, le ministre de la justice Alibert et d'autres personnages officiels les honorèrent de leur présence, ainsi que le délégué apostolique, S. Exc. Mgr Valerio Valeri. Des réunions du même genre eurent lieu à Lyon, à St-Etienne, à Marseille, à Limoges. En cette dernière ville, les Scouts et les "Compagnons de France" se joignirent aux Jocistes.

La corporation, notre salut

L'Action corporative clôturera ses cours sur la corporation le vendredi soir, 29 novembre prochain. Le conférencier sera le sénateur Gouin. Il traitera un sujet d'un haut intérêt et qui est comme la conclusion des causeries précédentes: "La corporation, notre salut". Tous ceux qui s'intéressent à l'avenir de notre pays, à l'instauration dans notre province d'une société basée sur l'ordre et la justice sont cordialement invités à venir entendre cette conférence dans la salle du Gesù, à Montréal, à 8.30 heures du soir.

REGARDS

Une nouvelle revue s'est ajoutée récemment à la liste de nos publications canadiennes-françaises. Son titre franc et clair — *Regards* — laisse assez entendre que l'équipe de ses fondateurs ne prétend pas s'en laisser imposer par les temps obscurs et troubles que nous traversons. Alors que les âmes faibles glissent vers toutes les démissions et s'abandonnent aux courants aveugles de la vie, d'autres se refusent à cette abdication. Les rédacteurs de la nouvelle revue se classent d'emblée dans cette dernière catégorie. Avec le cran caractéristique de la jeunesse, ils posent leurs regards sur notre monde désaxé, pour en retrouver les lignes de force naturelles, en particulier pour retrouver et vivre la primauté de l'intelligence. Maintenir ce culte de l'esprit dans notre monde matérialiste et en pleine tourmente de guerre, ce n'est pas un mince mérite. Par là, l'équipe de *Regards* rendra un service inappréciable à la collectivité canadienne-française. *Regards* est une revue mensuelle rédigée en collaboration. On s'adresse à la case postale 212, à Québec.

L'effort corporatif des catholiques

Par le R. P. J. d'Auteuil RICHARD, S. J.

Les États-Unis (avec le Canada) ont été, durant ce dernier siècle, le paradis du capitalisme classique avant d'en devenir aujourd'hui (avec le Canada toujours), à cause des progrès foudroyants des théories d'économie fermée, le dernier refuge.

La doctrine de l'individualisme libéral, avec son corollaire de la concurrence illimitée, était faite à souhait pour développer rapidement un pays immense, riche des ressources naturelles les plus variées, servi par une population entreprenante sans cesse accrue par une immigration massive. Les résultats furent vraiment prodigieux, détournant l'attention de ce que le système comportait de malsain et qui devait tôt ou tard — inévitablement — conduire à quelque impasse tragique.

Le krach de 1929 s'abattit sur le pays comme un coup de foudre.

Malgré la brutalité du choc, bien peu comprirent qu'il ne s'agissait plus cette fois d'une simple crise cyclique, vite oubliée dans la prospérité du lendemain, mais de la crise de structure d'une société frappée à mort, en gestation d'une nouvelle organisation sociale.

On eut beau attendre un, deux, trois ans cette fameuse prospérité dont un enthousiasme de commande se plaisait à dire qu'elle était "just around the corner", le marasme de la nation tournait à la panique, à la débâcle. Et alors l'on vit l'économie américaine, sous la direction d'un président que ne liait aucun préjugé d'école, entrer, en regimbant sans doute, dans la seule voie qui ne semblait pas sans issue, celle où depuis une dizaine d'années d'autres pays, poussés par une même nécessité inéluctable, s'étaient peu à peu ou brusquement engagés.

Quoi que l'on puisse penser de la valeur et des modes d'application des "codes de concurrence loyale" et autres initiatives économique-sociales du président Roosevelt, une double constatation se dégage, très nette, de ce que l'on est convenu d'appeler l'expérience américaine :

la fin du "pioneer age" américain, transposition romantique, à l'usage d'une nation jeune et d'un pays inexploité, du libéralisme économique de la vieille Europe;

le commencement d'une Amérique nouvelle, dont il est encore impossible de prévoir ce qu'elle sera.

D'aucuns voudraient que cette irrésistible évolution soit une marche en arrière, un retour à l'individualisme robuste du siècle dernier dont l'abandon progressif, proclament-ils avec conviction, explique le marasme d'aujourd'hui.

Nous avons reconnu le langage de la "big business", acharnée à défendre un régime qui lui a donné naissance et lui assure, dans notre société supposément égalitaire, sa situation privilégiée. Tel était le sens de cette "mobilisation en faveur du progrès" à laquelle M. H. W. Prentis, président de l'Association nationale des Manufacturiers, conviait tous les industriels américains dans une allocution à la radio prononcée le 31 mars dernier. Ce n'est pas par pur hasard que l'adversaire de M. Roosevelt, dans la lutte électorale qui vient de se clore, était le président d'une formidable compagnie "pyramidée" de services publics et que plus de 70% de la "grosse presse" lui était dévouée.

Mais les intérêts les plus puissants ne parviendront jamais à renverser le courant de la vie, elle est essentiellement une marche en avant, irrésistible, dangereuse aussi, car nombreuses sont les routes qui s'ouvrent devant

elle, et toutes ne sont pas également sûres.

Des nations déjà trop nombreuses, en voulant s'écarter d'un individualisme destructeur du bien commun, se sont livrées aux fausses promesses des totalitarismes. Elles se sont abandonnées au mouvement mécanique du pendule, au lieu d'en maîtriser, en faisant appel aux forces de l'intelligence, l'oscillation violente. Pour échapper à un mal, elles se sont jetées dans un autre, pire que le premier.

Les États-Unis (et le Canada, puisque la solidarité continentale de nos deux pays apparaît de plus en plus étroite) suivront-ils la même route et l'"expérience Roosevelt" marque-t-elle la première étape de cette évolution ?

L'avenir garde son secret. Mais il est certain que les années présentes sont décisives. Si les routes se révèlent nombreuses, elles peuvent prendre éventuellement deux orientations bien définies : l'organisation totalitaire de la société ou son organisation corporative. Il ne saurait y en avoir d'autre. Hélas ! trop peu de personnes comprennent que le problème, non plus seulement social ou politique des peuples, mais que le problème mondial d'aujourd'hui se ramène à ce tragique dilemme.

On avait bien vu aux États-Unis en 1932 le spectacle assez piquant d'un candidat à la présidence des États-Unis commentant, texte en main, les principes de base d'un document capital des temps modernes paru l'année précédente : l'encyclicale *Quadragesimo anno*. Certaines innovations sociales de M. Roosevelt s'en inspiraient, sans aucun doute. Mais jamais, en ces années encore trop voisines de celles de l'abondance, on n'envisagea sérieusement l'organisation corporative de la société. La souffrance n'avait pas encore suffisamment éprouvé toutes les classes de la société pour faire perdre au pays ses dernières illusions sur la valeur éternelle du "pioneer spirit". Et d'ailleurs, le simple mot de corporatisme éveillait auprès d'un public qui ignorait à peu près tout de la doctrine de *Quadragesimo anno* les plus étranges suspensions. On y voyait tour à tour l'esprit réactionnaire le plus noir (ne s'agissait-il pas en effet de ramener "enlightened America back to the Dark Ages"?) ou un déguisement grossier du fascisme abhorré !

Sans doute avec un beau courage les catholiques — au premier rang desquels il faut placer le puissant Père Coughlin, première manière, c'est-à-dire, dans ses causeries sociales à la radio — s'employèrent-ils à dissiper ces équivoques et à montrer la valeur originale et universelle de la doctrine corporative et l'opportunité des réformes qu'elle suppose. Mais le climat américain était encore tellement chargé des principes délétères de l'individualisme et de préjugés aussi tenaces qu'absurdes contre le corporatisme, que les auteurs catholiques eux-mêmes n'osaient pas en prononcer le mot. On disait "vocational groups", "occupational groups", etc., jamais corporatisme.

La continuation de la crise, le chômage en permanence, le marasme de l'industrie, la misère, cela a contribué à bousculer bien des idées toutes faites et jusqu'à ce jour acceptées sans discussion, sur le présent système économique-social. C'était du coup rendre les esprits plus accueillants aux doctrines nouvelles. De plus le travail des catholiques sociaux commençait à porter ses fruits. Toujours est-il que depuis 1938 la doctrine corporative a de plus en plus audace auprès du grand public américain.

Un événement d'une grande importance vint opportunément donner à

(suite à la page 3)

Le Canada et la France

Unité Canadienne

L'hon. Mackenzie King, premier ministre du Canada, dans son discours du 12 novembre 1940, sur la situation internationale. Débats de la Chambre des Communes, 12 novembre, pp. 72-73 :

La présente guerre a, comme je l'ai indiqué, multiplié les occasions où le Canada peut servir de trait d'union entre les États-Unis et le Commonwealth britannique, en même temps qu'accru notre responsabilité à cet égard. Ce rôle, cependant, n'est pas le seul que le Canada peut jouer avantageusement dans les relations internationales. Il est une troisième grande nation à laquelle nous sommes attachés par des liens étroits. J'ai parlé du rôle du Canada comme interprète des peuples de langue anglaise. Le Canada, toutefois, n'est pas uniquement de langue anglaise; il est également de langue française. Il occupe en réalité le second rang parmi les pays de langue française de l'univers.

L'agonie de la France a imposé une très lourde responsabilité et une grande mission au Canada. Comme je l'ai fait observer au moment de l'effondrement de la France, "le sort tragique de la France laisse aux Canadiens français le devoir de maintenir les traditions de la culture et de la civilisation française, ainsi que l'esprit de liberté dans le monde. Cette nouvelle responsabilité sera, je le crois, acceptée fièrement".

Les événements actuels imposent au Canada, non seulement la mission de défendre les traditions de la culture et de la civilisation françaises, mais aussi le devoir de raviver dans le cœur des Français, quasi prosternés devant leur brutal conquérant, leur amour de la liberté et leur confiance en un triomphe final.

Fort de cette mission, mon collègue, le Ministre de la Justice, a récemment irradié un message au peuple français. Puis-je en citer quelques lignes :

Là-bas, vous êtes nos alliés parce que nous connaissons trop bien le cœur de la France pour douter un seul instant de sa loyauté. Nous savons, parce que vous nous avez communiqué vos sentiments, que quelles que soient les circonstances, quel que soit le calvaire à gravir, la France ne se dressera jamais contre les Britanniques, contre nous Canadiens français dont tant de fils reposent en terre de France depuis vingt-trois ans.

J'exhorte les honorables membres de la Chambre, ainsi que mes compatriotes de toutes les parties du Dominion, à songer constamment à la tâche que le Canada seul peut accomplir pour ranimer l'espérance dans l'âme des Français plongés dans la douleur. Que les Canadiens n'échappent aucune parole qui soit de nature à raviver leurs plaies. Ne leur infligeons pas de nouvelles douleurs; appliquons-nous à les adoucir. Dans le monde nouveau qui suivra la destruction du mauvais génie qui pèse sur la France aujourd'hui, la part que prendra le Canada au resserrement des liens entre les peuples de langue française et de langue anglaise pourra être aussi importante que son rôle dans le rapprochement entre les nations du Commonwealth britannique et les États-Unis.

M. Brook Claxton, député de Saint-Laurent-Saint-Georges, dans l'adresse en réponse au discours du Trône. Débats de la Chambre des Communes, le 7 novembre 1940, pp. 13-14.

Considérons maintenant ce qui s'est passé chez nous. Le Canada est entré en guerre sous le signe de l'unité, et la façon dont il est entré en guerre, par une déclaration séparée, a plus que quoi que ce soit contribué à assurer cette unité. Il était important qu'il en fût ainsi aux yeux des Canadiens qui pensent au Canada d'abord; il était important qu'il en fût ainsi aux yeux des Américains, parce qu'ils avaient là une preuve que le Canada, pays nord-américain, est entré dans le conflit de son plein gré.

Depuis que nous sommes en guerre, cette unité du peuple canadien n'a cessé de croître, grâce à la conception de plus en plus nette que le peuple canadien s'est faite du caractère indispensable de cette unité ainsi que de l'intérêt essentiel qu'il y a à triompher de Hitler en Europe. Le premier ministre disait dans un message le jour de la Saint-Jean-Baptiste :

Le sort tragique de la France laisse au Canada français le devoir de maintenir les traditions de la culture et de la civilisation françaises et l'amour de la France pour la liberté dans le monde. Il acceptera fièrement, je crois, cette nouvelle responsabilité.

Il l'a fièrement acceptée, monsieur l'Orateur. Le Canada français ne le cède à personne en loyauté...

Les Anglo-Canadiens devraient comprendre combien il devient difficile aux Canadiens français, à cause de certains d'entre nous, de prêter allégeance au Canada tout entier. Permettez-moi d'expliquer ma pensée. Certains Canadiens professent une espèce de loyauté, qui s'oppose essentiellement à celle des Canadiens qui ne sont pas de descendance anglaise. En étant plus britanniques que les Anglais, ils étonnent ces derniers, mais ils forcent de plus leurs concitoyens d'autre souche à reprendre leurs anciennes allégeances ou à limiter leur fidélité à leur coin de terre. Si certains parmi nous éprouvent à l'endroit du Canada des sentiments que ne peuvent partager les Canadiens français, est-il donc étonnant que certains parmi eux limitent leur loyauté à leur province et à leur race? Après tout, ils étaient ici deux cent cinquante ans avant la Confédération.

Le seul terrain d'entente susceptible de réunir tous les Canadiens se trouve dans un sentiment de commune loyauté à l'égard du Canada. Si notre pays doit jouir de toute la puissance dont il est capable, il devra la puiser dans la compréhension, la tolérance et le respect de tous pour des contradicteurs de bonne foi, et cela ne peut reposer que sur l'attachement au Canada tout entier. Rappelons-nous ce que lord Tweedsmuir disait à l'Institut canadien des affaires internationales, le 10 octobre 1937 :

Voici une nation souveraine qui ne peut recevoir de mot d'ordre ni de la Grande-Bretagne ni des États-Unis, ni d'ailleurs. Avant d'être loyal au Commonwealth des nations britanniques, le Canadien doit l'être au Canada et à son Roi, et ceux qui nient cela rendent, à mon avis, un bien mauvais service au Commonwealth.

LE RAPPORT SIROIS

Personne n'ignore que le rapport de la Commission royale Rowell-Sirois sur les relations entre les provinces et le gouvernement fédéral sera étudié à la présente session. Le gouvernement fédéral a même laissé entendre clairement qu'il comptait donner suite aux recommandations de la Commission. Le problème est passionnant et d'un intérêt vital pour tous les citoyens. Les Anglo-Canadiens se préparent à

suivre de près les débats de la Chambre si on en juge par le fait que l'Imprimeur annonce une deuxième édition du texte anglais. Les Canadiens français montrent-ils le même intérêt en une matière qui devrait leur tenir à cœur plus qu'à tout autre groupe? Mais rappelons à ceux qui ne le sauraient pas qu'on peut se procurer les trois volumes du rapport Sirois pour la somme de un dollar chez l'Imprimeur du Roi, Ottawa.

Le retour à la raison

Par le R. P. Joseph LEDIT, S.J.

Dans nos articles précédents, nous avons établi que le totalitarisme est, en dernière analyse, une maladie mentale. C'est un naufrage de l'intelligence, un retour à l'animalité. Pour s'en guérir, il faut ramener l'intelligence malade à la santé. Trois remèdes s'imposent: l'éducation, la lecture, la réflexion.

L'éducation

Si la formation des jeunes intelligences est chose délicate, la rééducation des "totalisés" l'est incroyablement davantage, car ceux-ci se croient en possession de la vérité totale. Le noyé se cramponne de toutes ses forces au fétu de paille qu'il croit être sa planche de salut; le totalisé affiche ses "idées" comme un signe de progrès, d'émancipation intellectuelle, de rédemption, de salut. Avez-vous vu, par exemple, avec quelle sombre énergie les destructeurs de l'Europe prétendent être les artisans d'un "ordre nouveau"? Ils veulent la tuer pour lui apprendre à vivre.

Les maximes totalitaires, nous l'avons observé, ne sont pas des jugements portés par la raison, mais des impulsions brutales qui émanent de l'homme inférieur, de l'*homo animalis* dont nous parle saint Paul. L'homme, s'il ne se surveille, est plus brutalement ému (donc mis en motion, poussé à l'action, — tel est le sens étymologique d'émouvoir) par les sensations qu'il ressent que par la raison abstraite qui lui commande d'agir contre ses instincts dévoyés.

Or, depuis environ un siècle, la plupart des pays d'Europe et d'Amérique ont souffert d'une crise dans le domaine de l'enseignement. Pie IX s'en préoccupait déjà en 1864. On a voulu, sous prétexte de l'émanciper, séparer l'éducation de l'Eglise; en conséquence, elle est devenue un fief de la politique.

L'éducation a pour but de former l'enfant et d'en faire un homme. Presque universellement, cette fin a été subordonnée à tout autre chose: volonté ouverte de déchristianisation, intérêt politique à donner à de bons agents électoraux des places grassement rétribuées, formation de la jeunesse à une conception de la vie agréable aux maîtres de l'heure.

En France, dans l'esprit de ceux qui dotèrent le pays de "l'école laïque", l'instituteur devait être l'adversaire du curé, au village. Il représentait le progrès; le curé, la réaction. Il était le phare lumineux de l'intelligence; le curé n'était qu'un obscurantiste. Non seulement en France, mais en d'innombrables pays, par la politique et pour la politique, l'éducation populaire devint un fief de la franc-maçonnerie.

En Allemagne, en URSS et, quoique à un moindre degré, en Italie, l'objet de l'éducation est de propager dans l'enfance les doctrines acceptées par ceux qui détiennent le pouvoir. L'enfant n'est pas considéré comme un futur homme, mais comme un petit rouage de la formidable machine qui s'appelle l'Etat totalitaire.

Il est consolant de constater qu'un des pays où, à travers la crise qui sévit dans ce domaine depuis un siècle, l'idée fondamentale de l'éducation est restée intacte, est précisément le Canada français. C'est dire que nous sommes quelque peu surpris de la levée de boucliers quelque peu "totalitaire" (car une critique raisonnable de lacunes partielles ne saurait être qu'applaudie) que nous observons dirigée contre elle dans certains milieux.

Sans parler ici de la formation du caractère, où l'éducation humaniste et chrétienne s'est démontrée infiniment supérieure à toute autre, il semble évident que la première tâche de l'édu-

cateur est de former le jugement de ses élèves. Si l'on cherche surtout à meubler la mémoire de l'enfant de connaissances souvent disparates ou, pire encore, à aiguïser outre mesure son imagination et sa sensibilité en l'initiant à des lectures malsaines, comme c'est presque toujours le cas dans les institutions non catholiques, on formera peut-être un *bright idiot*, comme on l'a dit d'un éminent personnage; on n'en fera pas un homme intelligent.

Le jugement, c'est avant tout ce qu'on appelle, au Canada comme ailleurs, le *bon sens*, la faculté de discerner le vrai du faux, le bien du mal, le juste de l'injuste, l'important de l'accessoire. L'éducation ne peut pas donner le bon sens, comme elle donne, par exemple, une foule de connaissances. Elle le suppose et le développe. A cet effet, elle donne des principes et des méthodes de raisonnement.

La "philosophie moderne", surtout depuis son invasion quasi universelle par l'école allemande du XIX^e siècle, a été l'arme principale avec laquelle l'"éducation" a démolé le bon sens dans la jeunesse. N'est-ce pas Hegel qui avait posé, comme base intellectuelle, la suppression du principe de contradiction? Il appela l'affirmation la thèse, la négation, l'antithèse, et la combinaison des deux, la synthèse. Ces mots sonores donnent l'impression d'une érudition d'autant plus savante qu'elle est plus incompréhensible; celui qui popularisa cette insanité a bien mérité de devenir le père du nazisme et du marxisme.

Il en a été de même des méthodes de raisonnement, depuis que les professeurs d'université ont abandonné la vieille critériologie scholastique. La critique, alors, s'est exercée moins sur les arguments, que sur les principes eux-mêmes. On se servit de toute espèce d'arguments (les plus "neufs", donc les moins essayés connaissent la plus grande vogue) pour attaquer les principes fondamentaux de la logique et de la morale. Plus c'était bizarre, plus aussi c'était original et moderne. C'était le cubisme dans l'éducation.

Dieu merci, alors que les pauvres raisons humaines sombraient en masse au milieu des tempêtes dans lesquelles les "penseurs" déboussolés fondaient avec tout leur enthousiasme, le bon sens tenait le gouvernail de l'éducation canadienne. C'est pourquoi il est si rafraîchissant de causer avec des Canadiens instruits; ils ont du bon sens!

La lecture

Dans un certain nombre d'ordres religieux, on a limité sévèrement la lecture des journaux, des magazines et des romans. Cette règle, notons-le bien, n'est pas faite seulement pour les trappistes ou les carmélites où tout cela est évidemment interdit. Elle a été faite pour protéger les intelligences des religieux qui ont une tradition intellectuelle à maintenir et une mission auprès des gens cultivés. On donne toutes les permissions raisonnables, mais les supérieurs ont été d'avis qu'une lecture studieuse de livres et de revues sérieuses forme l'intelligence, tandis que la noyade dans le flot des imprimés la submerge.

Il faut, d'abord, *savoir lire*. C'est là un art presque perdu de nos jours. Bien lire, c'est coordonner ce que l'on apprend avec ce que l'on sait. La lecture a un double but: former l'intelligence, meubler la mémoire. Farcir la tête d'un matériel indigeste, ce n'est pas lire. Le communiste qui feuillette successivement saint Thomas, Lenine, Nietzsche, l'Evangile, Mein Kampf, l'Imitation, Renan et Karl Marx croit peut-être, apprendre beaucoup de choses. Il lit tout passionnément et n'assimile rien. C'est parce qu'il lit passionnément au lieu de lire intelligemment.

Il faut, pour apprécier ce qu'on lit, d'abord avoir des principes sûrs auxquels on peut se référer; ensuite, il faut *comprendre* ce qu'on lit, et la plupart des auteurs exigent, pour être compris, une certaine initiation; il faut enfin, établir la relation entre ce qu'on vient de lire et ce que l'on possède déjà.

Il s'ensuit que nos lectures doivent être graduées, autant par rapport à nos connaissances acquises qu'à nos facultés d'assimilation. C'est une des raisons pour lesquelles l'Eglise a établi l'*Index*. Bien des personnes se croient capables de porter un jugement sain sur des auteurs malsains. Qu'elles se méfient un peu plus de leur propre jugement; elles risqueront moins de naufrager à leur tour.

On rencontre, parfois, de ces catholiques qui ne trouvent du génie que chez les polissons. Ils estiment ne rien savoir de littérature à moins qu'ils n'aient lu tous les livres à l'*Index*. Ils ont un souverain mépris pour nos auteurs catholiques. J'eus une singulière expérience, récemment, avec un brillant élève d'une université américaine. Il avait lu Voltaire, Rabelais, Alexandre Dumas, Guy de Maupassant, Eugène Sue, Zola, Anatole France. Il savait vaguement que Corneille et Racine avaient existé. Inutile de l'entreprendre sur La Fontaine et Mme de Sévigné, La Bruyère et Boileau, Montalbert, Faguet, Louis Veuillot, Bourget, Bordeaux, François Coppée, Alphonse Daudet, autant d'illustres inconnus. Il était venu faire étalage de son érudition littéraire, mais je fus impitoyable; il finit par prendre des notes et me trouva fort en "critique littéraire". C'est la première fois qu'on me fit ce compliment de ma vie. Un Américain catholique, à qui je résumai cette conversation formula son impression dans les termes suivants: "Dans nos universités païennes, on ne leur donne que la crotte qui vient de France; le reste, on l'ignore".

Si nos lectures développent en nous le jugement, le bon sens; si elles nous enseignent à discerner aisément le vrai du faux, à ne pas nous abandonner à nos impressions, mais à soumettre notre imagination à la raison, notre méthode est bonne. Il faut, alors, la cultiver.

Choisissons de bons livres. Etudions-les; discutons-les avec nos amis.

Et faisons chaque jour un peu de lecture spirituelle. Un quart d'heure employé chaque jour à la lecture de l'Evangile et de l'Imitation est le meilleur tonique pour un esprit déséquilibré.

La réflexion

C'est là, essentiellement, l'acte de la raison.

Pour réfléchir, il faut —

1. que l'esprit ne soit pas empêché de le faire par les distractions qui viennent du dehors ou les bouleversements de notre propre âme;

2. qu'on prenne le temps de le faire;

3. qu'on réfléchisse.

Je n'ai plus la place de développer chacune de ces pensées. Que le lecteur le fasse, et ce sera son premier exercice de réflexion. Ensuite, qu'il prenne la résolution d'aller faire une retraite, à la première occasion, à la Villa Saint-Martin ou à quelque autre maison de retraite.

Je voudrais surtout donner ce conseil aux esprits inquiets qui rêvent de tout réformer, sans se douter qu'ils ne sont peut-être capables que de tout bouleverser. Qu'ils aillent réfléchir dans la paix durant trois ou quatre jours. S'ils ont le temps de démolir, pourquoi n'auraient-ils pas celui de s'adonner un peu au travail le plus constructif du monde, à la réflexion personnelle.

L'évolution sociale des Etats-Unis

(suite de la page 2)

sa diffusion une impulsion remarquable et chasser les dernières timidités des catholiques, tout désignés pour se faire les apôtres de la nouvelle doctrine: ce fut la publication le 7 février 1940 d'une lettre collective sur le problème social par une commission d'archevêques et d'évêques américains, parlant au nom de l'épiscopat des Etats-Unis. Or, faisant écho à l'encyclique *Quadragesimo anno*, ils déclaraient: *The true remedy will be found . . . in accomplishing two reforms in our social order. In the first place, there must be re-established some form of guild or vocational groups which will bind men together in society according to their respective occupations, thus creating a moral unity . . .*

Le document fut, comme on pense bien, abondamment commenté par la presse et la radio, ainsi que la doctrine corporative qui en constituait la moelle. Les catholiques sociaux encouragés par ce concours de circonstances, rejetèrent les restes de timidité qui marquaient encore leur propagande corporative. On les vit même arborer fréquemment dans leurs journaux et revues le mot de *corporatisme*, jusqu'à ce jour véritable épouvantail. On pourrait citer comme particulièrement ardents à propager la doctrine corporative le journal diocésain de Buffalo, *the Union and Echo*, et la *Social Justice Review*, de Saint-Louis. C'est par les soins de l'équipe sociale qui publie cette remarquable revue que le "Catéchisme de l'organisation corporative" du R. P. Richard Arès, S.J., de Montréal, fut traduit en anglais et répandu.

Des groupements d'action sociale n'avaient d'ailleurs pas attendu la déclaration de l'épiscopat pour se dévouer à la diffusion des idées corporatives. Ainsi le *National Catholic Social Congress* (l'équivalent de nos Semaines sociales), à sa réunion de 1939 tenue à Cleveland, avait adopté hardiment des résolutions comme les suivantes:

a) "Laisser-faire economy must give way to a planned economy . . . d) A corporative state, based on occupational grouping of electorate, with unicameral legislatures, should be established in America . . ."

Voilà des indices intéressants et consolants à la fois de la marche en avant de l'idée corporative aux Etats-Unis.

Cette heureuse intensification de l'intérêt porté, dans les milieux tant catholiques que non catholiques, à la doctrine sociale de l'Eglise montre que de plus en plus aux Etats-Unis on réalise la gravité du moment et la suprême importance de fixer, à l'inéluctable évolution du monde, une saine orientation.

Elle prouve, une fois de plus, que l'Eglise continue d'être pour le monde — que celui-ci lui en fasse crédit ou non — la *Magistra Veritatis* jusque dans certains champs de l'activité humaine qui ne relèvent pas directement de sa compétence spirituelle. Nos catholiques le savent-ils suffisamment et, pour éclairer la marche pénible de l'humanité vers son avenir mystérieux, élèvent-ils assez haut le flambeau de cette doctrine de salut?

Le Chrétien dans la Famille et la Nation

Compte rendu des cours et conférences donnés à la Semaine sociale de Nicolet. Le volume contient la table analytique des 17 volumes parus des Semaines sociales du Canada.

Prix: \$1.50, \$1.65 franco.

ÉCOLE SOCIALE POPULAIRE

Bibliographie

Mes fiches

L'UNION. 1840. — Numéro spécial (73, 1.11.40) de *Mes Fiches*. 16 pp. (1153-1168).

A l'occasion du centenaire de l'Acte d'Union, on a eu l'heureuse idée de résumer sur fiches une quinzaine d'essais historiques remarquables déjà publiés sur la période 1840-1867. Préliminaires, Les faits, Lutttes constitutionnelles, Problèmes résolus, Vie religieuse, intellectuelle, économique, tels sont les titres sous lesquels on a groupé les travaux.

Il est à souhaiter que les jeunes, et les moins jeunes, aillent maintenant aux sources qu'on leur indique.

Le logement à Montréal

On sait que Montréal a un problème du logement à la taille de sa population immense, problème qui prend une importance d'envergure provinciale — pour ne pas dire nationale — quand on songe que le tiers de la population québécoise y habite. Nous indiquons les principaux documents qui permettent de se faire une idée exacte et complète des conditions du logement à Montréal, du moins dans leurs données essentielles. Il serait à souhaiter que toutes les villes de la province puissent présenter un tableau aussi précis de leur situation respective en fait d'habitation. Savoir où l'on en est est l'indispensable prélude à une action victorieuse.

A report on Housing and Slum Clearance for Montreal. By a Joint Committee of the Montreal Board of Trade and the City Improvement League. Mars, 1935, 45 pages, avec cartes et plans.

A Survey of the Location in the present Housing of the Unemployed in Montreal, made by the Committee on Housing of the City Improvement League with the help of the Montreal Junior Board of Trade. Mai, 1936, 7 pages suivies de nombreuses cartes et plans.

Les vieux logements à Montréal. Rapport d'une étude faite pendant l'été 1937. MM. Réal Bélanger, George S. Mooney et Pierre Boucher. Commission métropolitaine de Montréal, Département d'urbanisme et de recherche. Janvier, 1938, 23 pages, suivis de plans, graphiques, etc.

Statistiques du logement. Cité de Montréal. Rapport préparé par George S. Mooney et Valmore Gratton. L'Office d'Initiative économique. Décembre, 1939, 12 pages.

Qu'est-ce qu'un JÉSUI TE

Par le R. P. Doncoeur, S.J.

brochure de 32 pages
3 sous l'exemplaire, 5 sous franco
\$2.50 le cent, port en plus.

LA FRANC-MAÇONNERIE

ennemie de l'Église et de la Patrie
Par le chanoine Panneton

Deuxième édition, corrigée et mise au point.

10 sous l'exemplaire

ÉCOLE SOCIALE POPULAIRE
Montréal

PARAÎTRA en janvier 1941

pour faire suite à l'Ordre nouveau

Relations

REVUE DU MOIS

publiée par

L'École Sociale Populaire

1940. *Les armées s'affrontent, les frontières des pays bougent, se tendent ou disparaissent. Le Canada, plus que jamais, se tient pour solidaire des nations voisines. Les relations internationales tiennent l'affiche partout.*

1940. *La guerre remet vivement en question le problème de l'organisation de la société canadienne. L'unité du pays dans le respect des originalités ethniques et régionales, la paix entre les classes au milieu du nivellement social qui envahit tout, autant de relations délicates à mettre au point, à maintenir.*

1940. *A ce monde nouveau qui s'élabore, l'éducation de la jeunesse doit s'adapter, se mettre hardiment en corrélation avec lui, comme Pie XI l'a décidé pour l'Action catholique.*

1940. *La question sociale déborde de plus en plus les relations entre patrons et ouvriers. Elle rejoint le problème moral, familial, national et international. Tout est dans tout, en ce siècle de relations accélérées.*

1940. *Contribuer à l'équilibre de justice et de charité entre les divers éléments sociaux, donner l'harmonie aux relations humaines dans la cité, voilà pour tout homme, pour le chrétien la grande tâche de l'heure.*

L'École Sociale Populaire prend cette tâche à coeur et veut servir davantage. En janvier 1941 :

Une revue du mois paraîtra qui aura pour nom

Relations

L'abonnement annuel: \$2.00
Pour les étudiants \$1.50
25 sous le numéro

Paraît le 5 du mois
format magazine
32 pages — 12 numéros

RÉDACTION ET ADMINISTRATION

1961, rue Rachel est, Montréal

Tél: FRontenac 1189

Vient de paraître

ÉTUDE SUR LES RELATIONS DES JÉSUITES DE LA NOUVELLE-FRANCE

Par Léon POULIOT, S.J.

- La Collection des *Relations des Jésuites*, ses origines, sa valeur historique;
- Le contenu des *Relations*;
- L'influence des *Relations*.

- Volume grand in-8 de XII-320 pp., avec index alphabétique.
\$1.50; par la poste, \$1.60

— En vente à —

L'ÉCOLE SOCIALE POPULAIRE, MONTRÉAL

Bibliographie

PRÉCIS DE MORALE MÉDICALE, par le R. P. Stanislas Laroche, O.M.I., et le docteur Téléphore Fink. Beauchemin, Montréal, 1940, 314 pp.

La première édition de ce petit volume est déjà écoulee, nous dit-on; ce succès de librairie ne surprendra aucun de ceux qui l'ont feuilleté, même rapidement. C'est un livre de doctrine, mais sous forme de manuel; une sorte de catéchisme de haute culture morale et professionnelle, mettant en relief les éléments principaux de la morale médicale et ses applications pratiques. On voit par là qu'il ne s'adresse pas indifféremment à tous, mais à certaines catégories de lecteurs, aux infirmières, aux médecins et aux prêtres dans l'exercice de leurs devoirs d'état; certains chapitres, du reste, demandent d'être utilisés, même par ceux-ci, avec discrétion et réserve chrétiennes.

Ce *vade mecum* n'épuise pas les matières qu'il traite et ne dispense donc pas d'une étude plus approfondie, d'une culture plus complète, de l'effort intellectuel soutenu; il ne prétend pas davantage être un livre de recettes, car les cas à juger, tous bien concrets, sont individuels, en morale comme en médecine. L'important, si l'on ne veut point verser dans la plus pauvre casuistique, est de posséder des principes fermes (p. 52). Aussi toute la doctrine particulière de ce livre est-elle conditionnée et dominée par les deux premiers chapitres, que des gens trop pressés ou trop pratiques seraient portés à considérer comme des hors-d'œuvre ou tout au moins comme d'abstraites dissertations théologiques.

Tout l'ensemble dénote un remarquable courage à ne pas se dérober aux problèmes les plus ardues et les plus modernes de la déontologie médicale. La phrase accuse toutefois ici et là le labeur de la pensée aux prises avec une question nuancée et complexe; elle n'est plus limpide et accueillante. La documentation est sûre et à date sans être complète. On se réjouit surtout de cette collaboration du prêtre et du médecin en un sujet où la compétence personnelle de chacun est un gage de solidité et de sécurité.

L'importance sociale de cette publication de chez nous n'est pas mince. Le médecin et l'infirmière bien formés selon les pures doctrines catholiques sauront, pour leur part, préserver notre peuple de maintes erreurs pernicieuses sur la procréation, erreurs de plus en plus envahissantes à cause d'une cynique propagande, mais qui tôt ou tard rejaillissent sur la société qui les a accueillies même de bonne foi.

Léon BOUVIER, S.J.

Un livre de grande actualité

La croix païenne

Par Joseph LÉOLIT

(Éditions Beauchemin, 190 pages)
(2e édition)

La Croix païenne, c'est, on le devine, la *swastika* et le thème du livre, c'est le national-socialisme... vu dans ses relations avec le catholicisme surtout... L'auteur est un savant qui a beaucoup voyagé, beaucoup vu et qui a eu accès à de nombreux dossiers... On voudra lire ce livre. Il en vaut la peine et rien, actuellement, ne peut le remplacer... (Omer Héroux, dans *le Devoir*.)

— En vente à —

L'ÉCOLE SOCIALE POPULAIRE

\$1.00 franco; \$9.00 la douzaine franco.

L'ORDRE NOUVEAU

Bulletin bimensuel
de doctrine et d'action sociale
publié par

LES SEMAINES SOCIALES
et l'ÉCOLE SOCIALE POPULAIRE

Direction et Administration:
1961, RUE RACHEL EST, MONTRÉAL

Le numéro: 5 sous; l'abonnement: \$1.00